

Commune de Donzenac

Arrêté n° 0001-09/2023

Portant organisation de l'enquête publique relative à l'aliénation d'une partie d'un chemin rural traversant la propriété de Mme I. Estorges, cadastrée section BK n° 46 et 47, sise 535 route de Lavaud

Le Maire de la Commune de Donzenac (Corrèze),
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
Vu le Code de la Voirie Routière ;
Vu l'article L 161-10 du Code Rural et de la Pêche Maritime ;
Vu les articles R 161-25 à R 161.27 du Code Rural et de la Pêche Maritime ;
Vu les articles R 134-6, R 134-7, R 134-17 et R 134-24 du code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le décret n° 2015-955 du 31 juillet 2015 relatif à l'enquête publique préalable à l'aliénation des chemins ruraux ;
Vu la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur pour l'année 2023 publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Corrèze ;
Vu la demande présentée par Mme I. Estorges concernant l'aliénation à son profit d'une partie du chemin rural traversant sa propriété, cadastrée section BK n° 46 et 47, sise 535 route de Lavaud ;
Vu la délibération n° 0015-08/2023 du Conseil Municipal en date du 21 août 2023 décidant le lancement d'une enquête publique portant sur ladite demande d'aliénation ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Conformément à la réglementation en vigueur, il sera procédé à une enquête publique portant sur l'aliénation au profit de Mme I. Estorges d'une partie du chemin rural traversant sa propriété, cadastrée section BK n° 46 et 47, sise 535 route de Lavaud.

Article 2 : L'enquête publique sera ouverte le lundi 16 octobre 2023 à 9h00 à la Mairie de Donzenac, pour une durée de 15 jours consécutifs, soit jusqu'au 30 octobre 2023 inclus à 17h30.

Article 3 : Madame Mary-Lyse BAUDOUX-PLAS, retraitée de la Fonction Publique de l'Etat, est désignée en qualité de commissaire-enquêteur.

Article 4 : Le dossier mis à l'enquête publique comprend :

- La délibération n° 0015-08/2023 du Conseil Municipal en date du 21 août 2023 susvisée,
- Le présent arrêté,
- Un avis au public,
- Le courrier de demande d'aliénation susvisé,

REÇU EN PREFECTURE

le 25/09/2023 .../...

Application agréée E-legalite.com

99_AR-019-211907209-20230925-ADM_01_09_2



- Une notice explicative,
- Le plan de situation et le plan parcellaire,
- La notification aux propriétaires riverains concernés.

Article 5 : Les pièces du dossier, ainsi que le registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le Commissaire Enquêteur, seront déposés à la Mairie de Donzenac pendant toute la durée de l'enquête. Ils sont consultables pendant les horaires d'ouverture au public, soit du lundi au vendredi, de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30, à l'exception des jours fériés.

Le dossier d'enquête peut également être consulté gratuitement sur un poste informatique dédié, en mairie, aux horaires susvisés.

Le dossier d'enquête publique sera également disponible pendant toute la durée de l'enquête sur le site Internet de la commune (<http://www.donzenac.correze.net>).

Article 6 : Toute personne pourra, à sa demande et à ses frais, obtenir copie du dossier d'enquête publique auprès de la mairie dès la publication du présent arrêté.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations, propositions ou contre-propositions, sur le registre ou les adresser soit :

- Par courrier électronique envoyé à l'adresse suivante : mairie@donzenac19.fr,
- Ou par écrit à : Madame Mary-Lyse Baudoux-Plas, Commissaire Enquêteur, Mairie, Place Jacques Chirac, 19270 Donzenac.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Seules les observations et propositions du public reçues pendant le délai de l'enquête et au plus tard le 30 octobre 2023 à minuit seront prises en compte.

Article 7 : Les intéressés pourront, s'ils le désirent, rencontrer le commissaire enquêteur, à la Mairie de Donzenac, où il se tiendra à la disposition du public :

- Le 16 octobre 2023 de 9h à 12h,
- Le 30 octobre 2023 de 13h30 à 17h30.

Article 8 : Un avis faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié, en caractères apparents, huit jours au moins avant le début de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département. Une copie des avis publiés sera annexée au dossier d'enquête en temps opportuns.

Cet avis et le présent arrêté seront également affichés en Mairie et sur les lieux, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et ce pendant toute la durée de la procédure.

Enfin, le présent arrêté, l'avis au public et le dossier d'enquête seront mis en ligne sur le site internet de la commune à l'adresse suivante : <http://www.donzenac.correze.net>, pendant toute la durée de l'enquête.

Ces publicités seront certifiées par le Maire de Donzenac.

Article 9 : A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 2 du présent arrêté, le registre sera clos et signé par le Commissaire-Enquêteur. Dans un délai de trente jours à compter de la date de

REÇU EN PREFECTURE

le 25/09/2023

Application agréée E-legalite.com

99_AR-019-211907209-20230925-ADM_01_09_2



clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au Maire le dossier de l'enquête accompagné du registre et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Le rapport, conforme aux dispositions des articles L 123 15 et R 123 19 du code de l'environnement, relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations, propositions et contre-propositions recueillies. Les conclusions motivées seront consignées dans un document séparé précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée en mairie et sur le site Internet de la commune pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Article 10 : A l'issue de l'enquête publique, au vu du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur, le Conseil Municipal pourra statuer définitivement sur l'opportunité d'aliéner au profit de Mme I. Estorges une partie du chemin rural traversant sa propriété, cadastrée section BK n° 46 et 47, sise 535 route de Lavaud. En cas d'aliénation, seront effectuées subséquemment une actualisation du tableau des chemins ruraux et une mise à jour du cadastre par information des services de l'Etat compétents.

Article 11 : La Secrétaire Générale de Mairie est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans la forme accoutumée.

Ampliation sera transmise à Madame Mary-Lyse BAUDOUX-PLAS, commissaire enquêteur.

Fait à Donzenac, le 25 septembre 2023

Le Maire,
Yves Laporte



REÇU EN PREFECTURE

le 25/09/2023

Application agréée E-legalite.com

99_AR-019-211907209-20230925-ADM_01_09_2

